

auront besoin d'être animés et guidés politiquement par un Parti révolutionnaire démocratique, à doctrine et programme socialistes.

Dans les conditions actuelles de l'Algérie, ce Parti ne saurait être que l'aile du F.L.N. fidèle au Programme de Tripoli, reconvertie en parti politique.

Par la force des choses, ce parti restera de fait pour toute une période, le parti unique de l'Algérie.

Toutes les forces révolutionnaires authentiques devraient l'intégrer afin de le renforcer au maximum, lui permettre de jouer pleinement son rôle, et éviter sa dégénérescence éventuelle idéologique et bureaucratique.

En instituant une vie idéologique démocratique et libre dans son sein, rompant radicalement avec les traditions féodalistes, bureaucratiques, paternalistes, et même de surveillance policière, qui ont prédominé dans le F.L.N., ce *nouveau F.L.N.* aurait des chances réelles d'éviter que son régime ne soit celui d'une dictature, y compris contre les masses.

L'autre condition pour une telle évolution politique saine du régime révolutionnaire serait la reconnaissance du droit à l'existence d'autres partis se plaçant dans le cadre du nouveau régime social que la Révolution créera.

Le droit à la pluralité éventuelle des Partis socialistes est l'expression et la condition d'une véritable démocratie socialiste.

Des mesures immédiates

La crise et sa conclusion ont permis de briser le cadre « bourgeois » qui corsetait l'Assemblée Constituante avant sa naissance même.

C'est là un résultat spectaculaire de la plus haute importance pour l'avenir de la Révolution.

Il s'agit maintenant d'œuvrer pour que la crise économique dans laquelle s'enfoncent le pays n'annule pas les premiers résultats, mais au contraire précipite les mesures révolutionnaires radicales.

On s'étonne que la fuite des capitaux, en espèces et nature soit encore permise à Alger et ailleurs ; que les entreprises et propriétés urbaines et rurales abandonnées ne soient pas réquisitionnées par les travailleurs et remises en marche par leurs collectifs démocratiquement organisés ; que toute transaction sur tous les moyens de production (locaux, machines, terres, etc.) ne soit pas interdite aux colons, aux capitalistes et féodaux en général ; que les stocks de vivres et les appartements ne soient pas inventoriés et mis sous contrôle populaire, ainsi que les prix ; que l'annulation des dettes et de toute rente foncière pour les paysans pauvres ne soit pas encore décrétée, ainsi que l'exonération de tout impôt de tous les économiquement faibles.

Toutes ces mesures sont nécessaires et urgentes afin de stopper l'hémorragie économique et financière du pays, alléger les souffrances des masses, commencer à abolir des privilèges de classe révoltants au milieu d'un océan de misère.

Que des commissions compétentes commencent d'autre part immédiatement à étudier un plan économique à court, moyen et long terme ; la réforme agraire radicale ; les nationalisations nécessaires à entreprendre, la réforme scolaire qui préparera par milliers les cadres techniques et administratifs dont le pays a un si urgent besoin.

Certes, dans ce domaine, il faut aller sans précipitation, après des études réfléchies en évitant une dislocation inutile de la vie économique et une régression catastrophique de la production.

Un solide pouvoir révolutionnaire peut se permettre une période, certes courte, de préparation des réformes de structure, afin de réunir tous les moyens qui sauront combattre les mesures contre-révolutionnaires que l'impérialisme et la réaction indigène ne manqueront pas d'opposer à chaque pas en avant de la Révolution.

Cette dernière vient de franchir une étape dont on en mesurera que plus tard toute l'importance décisive.

— Que les amis sincères de la Révolution Algérienne de par le monde, en Europe en particulier, et les Etats-Ouvriers, organisent de leur côté l'aide maxima financière, matérielle, technique, culturelle à celle-ci, afin de stimuler davantage son élan et sa résistance aux nouveaux assauts inévitables de l'impérialisme et de la réaction indigène.

ABD-EL-KRIM.

« Nous vivons en Algérie mais notre cœur est avec Cuba, nous a dit Ben Bella, et il continua : C'est une vérité et non pas une phrase vide de sens ; la ligne fondamentale que nous avons choisie est la même, et elle détermine un lien et une unité entre nos peuples et nos révolutions. »

Ben Bella nous a reçu au seuil de la maison que le gouvernement marocain avait mis à sa disposition dans la banlieue de Rabat. A l'extérieur, des canons anti-aériens disséminés parmi les arbres, pointaient vers le ciel, en alerte contre toute attaque des colonialistes. Ben Bella nous serra la main avec fermeté.

Un moment plus tard, il nous semblait que cet homme était un ami de longue date, et non l'extraordinaire leader, le héros que nous rencontrions pour la première fois.

Ben Bella donne l'impression d'être en bonne forme, plein d'énergie et de jeunesse pour la grande bataille qui commence et qui va décider du destin de l'Algérie et de l'Afrique.

Après une heure de conversation, nous pensions que le colonialisme français n'est pas près d'oublier que pendant cinq ans de prison française, Ben Bella a pu approfondir sa connaissance de la science révolutionnaire et qu'à son expérience de la lutte s'est joint, maintenant, une connaissance théorique qui devrait lui permettre d'envisager la marche des événements avec une totale clarté. A chaque moment, nous avons ressenti la sympathie qu'a Ben Bella pour la Révolution cubaine. Il connaît les discours de Fidel, le livre de Che, la seconde déclaration de La Havane, et les nombreux livres et documents sur Cuba qui ont été publiés en Europe. Il a rappelé avec enthousiasme que chaque jour, en prison, lui et ses camarades lisaient « Revolution », notre journal, si bien que, maintenant, il accordait son premier interview à Cuba comme un honneur et une distinction, pendant que des centaines de journalistes venus de toutes les parties du monde l'assiégeaient...

« Quels sont les perspectives et les tâches de la Révolution après les accords de paix, demandâmes-nous, et il répondit, parfois en espagnol, langue qu'il parle assez bien, d'autres fois en français, qui était traduit pour nous par notre correspondant à Rabat, Amoro del Rossal, de la sorte :

« La paix ne satisfait pas par elle-même les objectifs de la Révolution. La paix est un compromis. Nous avons besoin de faire évoluer cette situation dans le sens des objectifs fondamentaux de la Révolution. La reconversion pose pour nous le problème du temps. Si sa durée devait trop s'étendre, l'enthousiasme révolutionnaire, l'esprit révolutionnaire, la volonté de lutter de notre peuple seraient liquidés. Si cette situation devait durer trop longtemps, cela refroidirait l'enthousiasme révolutionnaire des masses. La conscience révolutionnaire, l'énergie et l'enthousiasme du peuple algérien forment le capital fondamental qui doit maintenant être orienté vers les tâches essentielles de la Révolution, et plus tard vers la construction du socialisme. »

Et Ben Bella poursuivit : « Le premier objectif est, comme à Cuba, la réforme agraire. Vous avez d'abord fait la réforme agraire et, ensuite, vous avez commencé à bâtir le socialisme. En même temps que nous construisons une Algérie nouvelle, nous devons prendre part au combat contre le colonialisme et le néo-colonialisme en Afrique. »

Ben Bella nous parla avec enthousiasme des lut-

LETTE D'ALGÉRIE

(Suite de la page 3.)

paie quasiment ni loyer, ni gaz, ni électricité. La plus grande partie des Européens a « foutu le camp ». Il n'était que de voir la satisfaction des pieds-noirs dans « leurs bistrotts à la française, dans « leurs » quartiers, (ceux qui restent encore) lors de la fusillade entre Algériens de la Casbah du 2 septembre pour comprendre les difficultés de la « coopération » future.

La crise n'a pas encore permis que la rentrée scolaire s'effectue dans de bonnes conditions. Beaucoup d'écoles sont encore dans l'état où les plasticages de l'O.A.S. les ont laissées. Autour d'Alger, bien des cultures maraichères sont délaissées. Les bidonvilles sont encore debout alors que des milliers d'appartements, précédemment occupés par les Européens, sont encore déserts et bien des Algériens racontent de voir encore des mendiants et les petits yaouleds-sieurs.

Bref, personne ne meurt de faim parce qu'un minimum est distribué aux plus pauvres, mais cette situation ne peut durer indéfiniment.

Déjà des travailleurs ont pris l'initiative de faire fonctionner certaines petites entreprises (limonaderies, ateliers de forge, etc.) désertées par les patrons européens. Mais ce mouvement ne bénéficie d'aucune publicité et surgit quasi-spontanément, bénéficiant seulement d'un appui de la part de militants de l'U.G.T.A. Ces travailleurs, harcelés par les difficultés prochaines inévitables n'auront pas d'autre solution pour s'en sortir.

Depuis plusieurs mois déjà les dockers refusent de laisser embarquer tout ce qui peut servir à l'équipement de l'Algérie et que les Européens voulaient ramener en France. Chacun a une conscience collective très développée. Dans la banlieue industrielle (à Maison-Carrée) les ouvriers, sans travail, sont prêts à faire rouvrir leurs usines. Mais les difficultés politiques, les changements de direction militaire (zone autonome, Willaya 4, etc...) n'ont pas encore

Interview de Ben Bella au journal révolutionnaire cubain "Revolution"

(31 mars 1962)

tes révolutionnaires en Angola, Afrique du Sud, Rhodésie et au Congo. Il nous expliqua qu'à sa première visite aux réfugiés algériens et à l'A.L.N., à Oujda, il était accompagné de Mario de Andrade, le leader révolutionnaire de l'Angola, de préférence à Olden qui a l'appui des U.S.A. Il y avait aussi le Sud-Africain Motssawapi, le Camerounais Diamor Iwawe et le Nigérien Djido qui représentent les courants les plus anti-impérialistes en Afrique.

Comme Ben Bella nous avait dit qu'il connaissait bien la Seconde Déclaration de La Havane, nous l'interrogeâmes sur la lutte des paysans et sur le rôle de la paysannerie en Amérique latine et en Afrique. Voici sa réponse :

« Oui, je connais la déclaration de La Havane, les thèses de Fidel et les articles de Che Guevara qui vont dans ce sens. Les masses paysannes jouent un grand rôle dans la lutte. Elles peuvent prendre des positions d'avant-garde dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et c'est en partant de ce fait que nous avons lutté en Algérie, dont l'exemple devrait être pris à cœur dans les pays colonisés et particulièrement en Afrique. »

Ben Bella, quand il fait allusion à Cuba, parle avec chaleur, comme s'il parlait de quelque chose qui lui était propre : « Nous vivons en Algérie, mais notre cœur est avec Cuba. C'est la vérité même, et non une phrase vide de sens. L'expérience de Cuba nous est très utile. Bien que nous soyons en Afrique et vous en Amérique, nous sommes très proches, le facteur géographique est secondaire. La ligne fondamentale que nous avons choisie est la même, et elle détermine le lien et l'unité entre nos peuples et nos révolutions. Il y a une identité dans les faits et l'idéologie. Les affaires intérieures et étrangères sont complémentaires, les problèmes nationaux et internationaux unissent ou séparent les peuples. »

Je lui ai demandé s'il désirait visiter Cuba, et il a répondu : « Je visiterai Cuba dès que possible, et à Cuba je me sentirai comme dans ma propre patrie. Mes souhaits à Fidel, Raul, Che Guevara et DORTICOS. »

Et Ben Bella poursuivit : « Dans ma prison française j'ai reçu une très belle lettre d'une jeune fille cubaine. A elle, au peuple cubain, mes souhaits, par l'intermédiaire de « Revolution ». Je suis heureux de savoir que des enfants algériens et des blessés se rétablissent à Cuba. Pour eux, notre affection. »

Et, comme nous le remercions pour cette interview, il conclut : « C'est une satisfaction révolutionnaire d'accorder à Cuba mon premier interview. »

Il nous donna l'accolade et, en bon Espagnol, nous fit ses adieux. Nous repartîmes dans l'auto d'Enrique, Ben Bella nous fit par la fenêtre un au revoir de la main. Le soleil faisait étinceler l'insigne rouge qui ornait le revers de son costume sombre.

permis de faire la jonction entre les organisations populaires et la paysannerie organisée dans l'A.L.N.

La menace par l'U.G.T.A. d'une grève générale en cas d'affrontement armé ne pouvait être mise en application, ceux qui travaillent étant une infime minorité et la paysannerie échappant à son autorité... ainsi que les chômeurs. L'heure est aux initiatives révolutionnaires largement favorisées par une certaine absence de pouvoir mais cela pose un problème : celui de l'orientation de la lutte, d'une direction révolutionnaire. Elle ne peut résider que dans l'alliance des masses urbaines les plus pauvres et de la paysannerie pour la solution du problème-clé : celui de la Révolution agraire.

Dans l'état actuel des choses seuls se « défendent » ceux qui ont un « job ». L'écart relatif entre le chômeur et le cheminot qui touche son salaire, entre le paysan et le possesseur s'accroît anormalement. La présence d'Européens qui, sans faire grand-chose, touchent leur traitement complique encore la situation. Dernièrement, les banquiers ont décidé d'accorder 25 % d'augmentation aux Européens présents en excluant le personnel algérien inutile d'ajouter qu'il y a « tirage ».

Il n'y a pas de solution dans le cadre de cette économie exclusivement dominée par l'impérialisme français, économie faite pour la seule satisfaction de l'élément européen. Les quelques Algériens bénéficiaires des miettes du festin (fonctionnaires recrutés dans le cadre du plan de Constantine, etc.) constituent une infime minorité.

Il ne semble pas que les dizaines de milliers de chômeurs, les milliers de cadres moyens surgis des manifestations de décembre 1960, soient prêts à supporter très longtemps des sacrifices inouïs, sans mettre en cause les moyens et les combines, sources de corruption, de l'impérialisme français encore présent (y compris dans les casernes) et leurs bénéficiaires algériens et français volontiers partisans de l'atavisme ou défenseurs de l'attentisme.

CORRESPONDANT.

A la suite de l'article sur l'Angola paru dans le numéro de juin de notre journal, nous avons reçu d'un groupe de camarades une lettre contestant les caractérisations d'un des groupements qui luttent pour l'indépendance de ce pays. Dans notre prochain numéro nous publierons les observations de ces camarades, ainsi que la réponse de notre collaborateur.